

N°55 /CA du Répertoire

N° 2001-084/CA₂ du greffe

Arrêt du 20 octobre 2011

Affaire : BANK OF AFRICA (B.OA)
C/
MFPTRA

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 09 juillet 2001, enregistrée au greffe de la Cour le 13 juillet 2001 sous le numéro 783/GCS, par laquelle la BANK OF AFRICA (BOA) par l'organe de son conseil maître Bertin C. AMOUSSOU, avocat à la cour d'appel de Cotonou a saisi la Chambre Administrative de la Cour suprême d'un recours en annulation pour excès de pouvoir de la décision n°70/MFPTRA/DT/SCT du 28 février 2001 du Directeur du Travail refusant d'autoriser le licenciement de Monsieur Modeste VITOU ;

Vu la lettre en date du 05 septembre 2003, enregistrée au greffe de la Cour le 15 septembre 2003, sous le n°503/GCS, par laquelle la requérante a fait parvenir à la Cour son mémoire ampliatif ;

Vu les lettres n°s 1521 et 1042/GCS des 15 décembre 2003 et 12 mars 2004, par lesquelles la requête introductive d'instance, le mémoire ampliatif et les pièces y annexées ont été adressés, pour ses observations, au Ministre de la Fonction Publique, du Travail et de la Réforme Administrative (MFPTRA) ;

Vu la lettre n°1049/MFPTRA/DC/SGM/DGFP/DACAD/SERC du 18 mai 2004, enregistrée au greffe de la Cour le 24 mai 2004 sous le n°649/GCS, par laquelle le MFPTRA a fait parvenir ses observations à la Cour ;

Vu le paiement de la consignation légale constaté par reçu n°2138 du 20 juillet 2001 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;



Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour suprême, remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1er Juin 1990 ;

Vu la loi n°2004-07 du 23 octobre 2007, portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Où le conseiller **Joséphine OKRY-LAWIN** en son rapport ;

Où l'avocat général **Cyriaque DOGUE** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

En la forme :

Sur la recevabilité


Considérant que l'article 115 alinéa 1^{er} du code du travail dispose :

« Tout licenciement d'un délégué du personnel, titulaire ou suppléant, doit être soumis à l'autorisation préalable de l'Inspecteur du Travail » ;

Que l'article 118 du même code précise : « ... Le refus d'autorisation opposé par l'inspecteur du travail peut faire l'objet des recours ouverts contre les décisions administratives par le droit commun. » ;

Qu'aux termes de l'article 68 de l'Ordonnance 21/PR portant Composition, Organisation, Fonctionnement et Attributions de la Cour suprême, applicable au moment des faits, « le délai du recours pour excès de pouvoir est de deux mois ;

Ce délai court de la date de publication de la décision attaquée ou de la date de la notification ;



Avant de se pourvoir contre une décision individuelle, les intéressés doivent présenter un recours hiérarchique ou gracieux tendant à faire rapporter ladite décision » ;

Considérant que la BOA, usant de l'option qui lui est laissée par les dispositions suscitées, a saisi le MFPTRA d'un recours hiérarchique, le 23 avril 2001, contre le refus d'autorisation du Directeur du Travail du 28 février 2001 ;

Que c'est en vain que le MFPTRA opposera à la requérante le défaut d'un recours gracieux préalable ;

Qu'il apparaît ainsi que le recours de la BOA a été introduit dans les forme et délai de la loi ;

Qu'il y a lieu par conséquent de déclarer ledit recours recevable ;

Au fond

Considérant que le requérant expose à l'appui de son recours :



-Que le nommé Modeste VITOU était un agent d'exploitation, chargé des opérations de porte-feuille locale à la BOA-BENIN ;

-Qu'au mois de décembre 2000, il est apparu que le compte d'épargne ouvert par l'intéressé dans les livres de la BOA a enregistré des mouvements financiers très importants émanant d'un client de la banque, en dépit de la Note de Service n°11/DG/94 du 22 mars 1994 qui interdit une telle pratique ;

-Que du fait de son statut de délégué du personnel, l'intéressé a été dès lors, l'objet d'une suspension conservatoire d'activités en attendant l'autorisation de licenciement de l'Inspection du Travail ;

-Que du reste Monsieur VITOU avait une fois déjà enfreint les dispositions de la Note de Service sus indiquée, ce qui lui a valu un blâme en novembre 1994 ;

Qu'en mars 1996, pour s'être rendu coupable d'atteintes graves aux procédures en cours à la banque, il avait également fait

l'objet d'une mise à pied de trois (03) jours avec la précision qu'il s'exposerait à un licenciement en cas de récidive ;

Que malgré un dossier aussi chargé, le Directeur du Travail, par lettre n°070/MFPTRA/DT/SCT du 28 février 2001, a refusé l'autorisation de licenciement qui lui était demandée ;

Qu'un recours hiérarchique a été adressé au Ministre de la Fonction Publique, du Travail et de la Réforme Administrative (MFPTRA) ;

Mais que, contre toute attente, celui-ci a estimé, dans une lettre en date du 23 mai 2001, que toutes les voies de recours, notamment le recours gracieux, n'ont pas été exercées avant sa saisine ;

Que cette réaction du MFPTRA s'analyse comme un refus de l'autorité hiérarchique de faire rapporter la décision du Directeur du Travail ;

Que c'est pourquoi elle saisit la Chambre Administrative de la Cour suprême afin de voir annuler ladite décision ;

Sur le 1^{er} moyen de la requérante tiré du détournement de pouvoir

Considérant que par lettre du 12 février 2001, la BOA a sollicité de Monsieur le Directeur du Travail une autorisation de licenciement, pour perte de confiance de l'agent Modeste VITOU, conformément à l'article 115 du code du travail ;

Qu'après enquête, le Directeur du Travail a adressé à la BOA, le 28 février 2001, une correspondance dans laquelle il souligne notamment : « Monsieur Modeste VITOU et six autres agents ont passé outre les dispositions du règlement intérieur ainsi que les prescriptions de la note de service n°11/DG/94 du 22 mars 1994 interdisant au personnel de la Banque, d'utiliser les comptes quels qu'ils soient, ouverts en leur nom dans vos livres pour les opérations autres que personnelles ;

Mais au nombre des sanctions prononcées contre les mis en cause il se révèle que deux licenciements ont été décidés dont l'un est déjà exécuté, en l'occurrence à l'endroit de Monsieur Crépin AHO, celui de Monsieur VITOU est en attente en raison du fait qu'il est délégué du personnel. Les autres agents coupables de

la même faute professionnelle ont écopé les uns d'un blâme, les autres d'une mise à pied » ;

Considérant qu'il conclut : « en raison du principe de la non discrimination dans le traitement des travailleurs et compte tenu du fait qu'il n'est pas possible de revenir sur une sanction déjà prononcée pour l'aggraver au titre de la seule et même faute, je vous inviterais à procéder à l'allègement des sanctions extrêmes, c'est-à-dire des licenciements. Les sanctions de Messieurs AHO et VITOU pourraient donc être revues. » ;

Considérant qu'il ressort de cette correspondance que le Directeur du Travail, ne s'en est pas tenu au cas de Modeste VITOU pour lequel il était saisi ;

Qu'il s'est également prononcé sur d'autres cas, notamment celui de Crépin AHO, qu'il invite expressément la BOA à revoir au même titre que celui de Monsieur Modeste VITOU ;

Considérant par ailleurs que les différentes sanctions dont Monsieur Modeste VITOU a fait l'objet, par le passé, ont été portées à la connaissance du Directeur du Travail dans la demande d'autorisation de licenciement qui lui a été adressée ;

Que cependant, lorsqu'il invoque la non-discrimination dans le traitement des travailleurs, le Directeur du Travail ne semble pas vouloir prendre en compte les antécédents disciplinaires de Modeste VITOU qui, à l'inverse des autres agents mis en cause, apparaît comme un récidiviste ;

Considérant, dès lors, que l'appréciation des faits par le Directeur du Travail est subjective ;

Qu'en tout état de cause, celui-ci a manifestement outrepassé ses prérogatives et les a utilisées dans un but autre que celui pour lequel elles lui ont été conférées par les articles 115 et suivants du Code du Travail, à savoir examiner objectivement les griefs articulés contre le salarié et selon le cas, autoriser ou refuser d'autoriser son licenciement ;

Qu'il y a lieu en conséquence d'accueillir le moyen du requérant tiré du détournement de pouvoir ;



Sur le 2^{ème} moyen tiré de la violation de la loi

Considérant qu'il ressort de la lettre adressée le 28 février 2001 à la BOA, en réponse à la demande d'autorisation de licenciement de Monsieur Modeste VITOU, que le Directeur du Travail ne conteste pas la réalité des faits mis à sa charge ;

Qu'aux termes de l'article 56 du Code du Travail, « la violation caractérisée d'une prescription concernant l'exécution du service » est considérée comme une faute lourde ;

Qu'il résulte des articles 41 et 55 du Code du Travail que la faute lourde est une cause de rupture du contrat, sous réserve de l'appréciation de la gravité de la faute par la juridiction compétente, en cas de contestation ;

Considérant qu'en refusant d'autoriser le licenciement de Monsieur Modeste VITOU, le Directeur du Travail méconnaît les dispositions précitées ;

Que le 2^e moyen de la requérante, tiré de la violation de la loi est donc fondé ;

Par ces motifs,

Décide :

Article 1^{er} : Le recours en date à Cotonou du 9 juillet 2001 de la BANK OF AFRICA tendant à l'annulation pour excès de pouvoir de la décision n°70/MFPTRA/DT/SCT du 28 février 2001 du Directeur du Travail refusant d'autoriser le licenciement de Monsieur Modeste VITOU, est recevable ;

Article 2 : Ledit recours est fondé ;

Article 3 : Le refus du Directeur du Travail d'autoriser le licenciement de Monsieur Modeste VITOU par son employeur est annulé ;

Article 4 : Les frais sont mis à la charge du Trésor Public ;

Article 5 : Le présent arrêt sera notifié aux parties et au procureur général près la Cour suprême ;

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême composée de :

Grégoire ALAYE, Président de la chambre administrative,

PRESIDENT;

Josephine OKRY-LAWIN
et
Victor D. ADOSSOU

CONSEILLERS;

Et prononcé à l'audience publique du jeudi vingt octobre deux mille onze, la Cour étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Cyriaque DOGUE,

MINISTERE PUBLIC ;

Hortense LOGOSSOU-MAHMA,

GREFFIER.

Et ont signé,

Le Président,

Le Rapporteur,

Grégoire ALAYE

Josephine OKRY-LAWIN

Le greffier,

Hortense LOGOSSOU-MAHMA

Enregistré à Cotonou le 13/04/12
Fo 20 Case 2926
Reçu zero franc
L'inspecteur de l'enregistrement



Erick M. M.
AKAKPO - DJIHOUNTRY

Handwritten text, likely a signature or address, appearing in the upper right quadrant of the page.



Handwritten text, possibly a date or reference number, located below the circular stamp.

